



Pas de justice climatique sans justice sociale Pas de justice sociale sans transition écologique

Alors que 2018 est la 4^{ème} année la plus chaude jamais enregistrée, les représentant·e-s des États réunis en Pologne pour le sommet international sur le climat (COP24) nous préparent une hausse du climat de plus de 3,5 ° avant la fin du siècle. Le réchauffement climatique, c'est ici et maintenant !

Après les marches de septembre et octobre, sonnons l'alarme climatique le 8 décembre !

Nos colères sont multiples. En France, la politique d'Emmanuel Macron ne répond ni à la colère des gilets jaunes ni à l'appel urgent des citoyens pour une politique climatique à la hauteur de l'urgence ! Injuste sur le plan social, sa politique ne s'en prend pas aux premiers responsables des changements climatiques : les banques qui financent les industries fossiles, les multinationales qui poursuivent l'exploitation des terres et des ressources, l'agro-business qui détruit les sols, les compagnies de transport qui mettent toujours plus de marchandises sur les routes...

Les gilets jaunes expriment, avant tout, les difficultés de vivre et pointent l'hypocrisie gouvernementale : en 2019, sur les 37 milliards de recettes des taxes sur les carburants seuls 7 milliards d'euros seront affectés à la transition écologique. Cette politique économique et fiscale est profondément inégalitaire et injuste.

Basculer la fiscalité carbone sur les entreprises les plus polluantes

A court terme une mesure permettrait de répondre aux enjeux climatiques et sociaux. Attac propose un basculement de la fiscalité carbone sur les entreprises les plus polluantes, jusqu'ici largement exonérées de toute fiscalité carbone contraignante, et un moratoire sur toute nouvelle augmentation de la fiscalité carbone en direction des ménages, artisans et petites entreprises.



Avec ou sans gilet jaune, Attac appelle aux mobilisations du 8 décembre, pour :

- faire basculer les financements qui contribuent au réchauffement climatique dans le financement de la transition (sobriété énergétique et production d'énergie renouvelable) ;
- augmenter les mécanismes d'aide pour les ménages modestes et rénover les logements pour supprimer toutes les passoires thermiques ;
- soutenir le développement d'une agriculture locale et biologique ;
- renforcer les services publics et les commerces de proximité ;
- favoriser la création massive d'emplois liés à la transition
- développer les réseaux de transports en commun sur tout le territoire
- encourager le transport ferroviaire et les mobilités non polluantes
- en finir avec les accords de libre-échange qui ne sont pas climato-compatibles

Financer ce changement de cap, c'est possible !

- en mettant en place des taxes dissuasives sur les premiers responsables du changement climatique : les multinationales pétrolières, gazières et les banques qui les financent ;
- en stoppant le financement des fausses solutions (nucléaire ou géo-ingénierie) ;
- en taxant fortement les transports aériens et maritimes ;
- en stoppant le développement de nouvelles zones commerciales et de grands projets inutiles et imposés ;
- en réduisant le pouvoir de la finance via une taxe sur toutes les transactions financières ;
- en rétablissant l'ISF et en récupérant l'argent détourné par les évadés fiscaux.